

## **Convention de mise à disposition du terrain de tambourin, d'un local de rangement et des vestiaires du complexe sportif**

### **Entre**

#### **L'association Tambourin Club Lavérune**

Siège social à la mairie – 1 place de la mairie – 34880 Lavérune

Représenté par Monsieur Thierry CLEMENT-GONZALES agissant en qualité de Président

Dénommée ci après « l'association », d'autre part,

### **ET**

#### **La commune de Lavérune**

1 place de la mairie – BP 03 – 34880 Lavérune

Représentée par son maire, Monsieur Roger CAIZERGUES

Dénommée ci-après « la Commune », d'une part

Il a été convenu ce qui suit

**Objet :** La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'utilisation du terrain de tambourin situé chemin des Rogations, d'un local et des vestiaires situés au complexe sportif appartenant à la commune par l'association.

### **Article 1 - Nature et horaires d'utilisation des terrains de sports**

L'utilisation du terrain de tambourin est autorisée dans le cadre de l'objet statutaire de l'association, une copie des statuts doit donc être fournie à la Commune.

Les horaires d'utilisation étant variables en fonction des entraînements et des compétitions, l'association devra faire parvenir chaque année, en début de saison, au service des sports, le calendrier des rencontres.

Les horaires d'utilisation pour les entraînements ne peuvent excéder 22 heures et au-delà de façon exceptionnelle pour les matches de compétition défini dans le calendrier des rencontres.

Durant ces créneaux, l'utilisation des équipements s'exerce sous la propre responsabilité de l'association, en conséquence elle assure la surveillance et la sécurité des utilisateurs.

L'utilisation s'exerce dans le respect de la présente convention et du règlement intérieur du complexe sportif de Lavérune que l'association ne doit pas ignorer

### **Article 2 - Utilisation des terrains de sports et vestiaires**

L'association s'engage à respecter strictement les créneaux horaires validés par la commune. Toute utilisation en dehors des créneaux doit faire l'objet d'une demande particulière, validée par la commune.

Une clé des équipements utilisés sera remise à l'association. Toute mise à disposition de la clé à des tiers, sous quelque forme que ce soit, est strictement interdite et sanctionnable.

Afin de préserver les installations l'association s'engage à ce que ses adhérents rentrent dans l'aire de jeux avec des chaussures spécifiques aux terrains de sports. Seuls les joueurs et les éducateurs doivent pénétrer sur le terrain.

Entretien du terrain et abords : l'association prendra en charge :

- Le lissage du terrain à l'aide d'une grille spécifique
- La peinture des lignes pour les compétitions
- Le nettoyage courant du WC chimique
- La gestion des déchets (dépose des sacs dans les containers du complexe sportif)

Les vestiaires : Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, le port de sandale dans les vestiaires pour se rendre aux douches est fortement conseillé. Une tenue décente est exigée et il est strictement interdit de pratiquer toutes activités sportives « torse nue ».

Les équipements sont entretenus régulièrement par les services communaux, mais l'association s'engage à laisser les locaux suffisamment propres et en bon état.

L'association s'engage par ailleurs à assurer l'encadrement des pratiquants par un responsable de groupe, personnel qualifié ou expérimenté (les diplômes devant être remis en début de saison au service des sports).

Les vestiaires mis à disposition sont utilisés conjointement avec l'association du football club de Lavérune. Les associations s'engagent à définir et respecter entre elles un planning d'utilisation en fonction de leurs entraînements et compétitions et respectueux des consignes de sécurité de chaque fédération.

Déroulement de l'activité : La personne chargée de l'encadrement et désignée par l'association, est responsable de son groupe et doit, avant la séance :

- accueillir ses élèves ou adhérents, faciliter le chassé-croisé entre les arrivants et les sortants,
- veiller à la bonne utilisation des vestiaires (chahutage, rangement, respect de l'intimité et de non mixité),
- arroser le terrain de tambourin si nécessaire avec un objectif d'utilisation économique de la ressource en eau (un cycle d'arrosage équivaut à 5 m<sup>3</sup> d'eau)
- veiller à l'installation du matériel spécifique,
- ouvrir le portillon d'accès au terrain, vérifier la sécurité et conformité des lieux et faire entrer uniquement les joueurs.

et à la fin de la séance :

- vérifier que toutes les personnes (élèves et éducateurs) soient sorties et fermer le portillon
- ranger le matériel dans les emplacements prévus à cet effet,
- assurer l'extinction des éclairages, dès la fin de l'activité
- laisser les vestiaires propres (bouteilles d'eau, sparadrap, mouchoir dans les poubelles)
- vérifier la fermeture des robinets (douche et lavabos) et éteindre les lumières
- vérifier que toutes les personnes (élèves, parents ou publics) soient sorties et fermer les locaux

Toute modification des locaux, même mineure, est interdite sans l'accord de la Commune.

### **Article 3 – Charges et redevance**

Les frais de nettoyage, de gardiennage, d'entretien, d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage seront supportés par la commune.

WC chimiques : la commune prendra en charge le vidage de la cuve du WC chimique et l'association, l'entretien régulier.

L'association ne devra s'acquitter d'aucune redevance d'utilisation des équipements, même lors des manifestations exceptionnelles à la condition que ces dernières ne présentent pas un objet commercial (article L.215-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

### **Article 4 – Impôts, taxes**

Les impôts et taxes de toute nature relatifs aux locaux ou aux équipements sportifs visés par la présente convention seront supportés par la commune.

## **Article 5 – Assurances**

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'association devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue, un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile vis à vis de tous les dommages pouvant résulter de ses activités ainsi que le matériel stocké lui appartenant dans les locaux du complexe sportif.

L'association devra justifier au moyen d'une attestation chaque année l'acquittement de son contrat d'assurance lors de la demande de créneaux.

Il est expressément entendu, comme constituant un élément déterminant de la volonté des parties, que la responsabilité de la commune ne saurait être recherchée, pour quelque cause que ce soit, notamment en cas d'accident occasionné par une mauvaise utilisation des équipements en place.

## **Article 6 - Responsabilité recours**

Le Président de l'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la commune et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions du présent bail, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Il répondra des dégradations causées aux locaux ou équipements sportifs mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres, préposés, et toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'association accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité,
- se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement sportif.

## **Article 7 – Cession, sous-location**

L'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux ou des équipements sportifs, objet de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

## **Article 8 - Durée**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature, et reconductible expressément. Elle pourra faire l'objet d'un avenant librement négocié entre les parties.

## **Article 9 - Dénonciation**

Conformément à la Loi, la commune peut mettre fin de manière anticipée à tout moment à la présente convention pour un motif d'intérêt général.

## **Article 10 - Résiliation**

En cas d'inexécution du présent contrat ou de carence grave de l'association à en appliquer les modalités, la commune peut décider sa résiliation qui deviendra effective après envoi à l'association d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date effective de résiliation.

Le président de l'association  
Thierry CLEMENT-GONZALES

Le maire  
Roger CAIZERGUES